

## **Chapitre 12 de avec le nucléaire – Seuil 2012**

### **Au nom de quoi accepter le risque nucléaire**

*Au-delà du terrain économique, le sort du nucléaire dépend de la réponse à cette question : au nom de quoi courir le risque, minime, certes, mais réel ? Quel sens donner à ce risque ? Les adversaires du nucléaire sont passés maîtres dans cette bataille du sens, mais leurs arguments sont rhétoriques et ne résistent pas à l'analyse. Le nucléaire a des atouts qui devraient convaincre : lutte contre l'effet de serre, relations avec les pays en développement, sécurité d'approvisionnement, place de notre pays dans la concurrence internationale, respect de la liberté individuelle, relation avec la nature à la fois dynamique, inventive et respectueuse.*

*Les citoyens accepteront le risque nucléaire s'ils le connaissent, participent à sa gestion et ont conscience que l'Etat, tout en faisant ce qu'il faut pour le minimiser, ne le nie pas et s'est doté de moyens humains suffisants pour le contrôler.*

*L'avenir du nucléaire relève d'une décision politique au plein sens du terme.*

#### **Le risque d'accident grave existe**

La production d'électricité nucléaire fait courir un risque de grave accident. Elle laisse derrière elle des déchets qui seront encore radioactifs dans quelques milliers de siècles. Par ailleurs, il est possible de beaucoup diminuer les émissions de CO<sub>2</sub> sans produire d'électricité nucléaire.

Un accord général sur ces trois affirmations éviterait bien des débats inutiles et déblayerait le terrain pour aborder les vraies questions : la nature du risque, les conséquences d'une exposition à de faibles doses de radioactivité, les coûts, la création d'emplois, l'avenir du système de production et de consommation d'électricité, la compétitivité de la France, les relations avec les pays en développement, etc.

Les déchets nucléaires à longue durée de vie soulèvent a priori des questions d'ordre moral. Nous avons vu précédemment qu'ils ne feront courir aucun risque, à la différence des déchets que la production nucléaire permet d'éviter<sup>1</sup>.

La probabilité d'un accident grave est très faible mais non nulle. EDF et les autorités ont peut-être sous-estimé la probabilité d'un accident en France (mais qui peut le dire ?). En tout cas on ne peut leur reprocher de l'avoir niée. Encore faut-il que l'information soit reçue. L'opinion a préféré ne pas porter attention à l'existence de ce risque dont l'accident de Fukushima a violemment rappelé l'existence.

#### **Le risque d'accident grave peut être refusé absolument**

Un grave accident laisse le temps de fuir avant le début des émissions radioactives mais rend inhabitables ou inhospitaliers plusieurs milliers d'hectares<sup>2</sup>.

Si cette éventualité, aussi peu probable soit-elle, est jugée absolument inacceptable, il faut refuser les centrales nucléaires absolument. La question n'est pas d'en réduire le nombre plus ou moins rapidement. Elle n'est surtout pas de comparer les avantages et les inconvénients de plus ou moins de

---

<sup>1</sup> Voir les chapitres 4 et 6.

<sup>2</sup> Idem.

nucléaire. Le seul objectif acceptable est de ne plus en avoir du tout. C'est la décision qu'a prise l'Allemagne ; elle est logique.

Quelles seraient les conséquences en France d'un refus du nucléaire ? Pour diviser les émissions de CO2 par trois, il faudrait par exemple diminuer *de moitié* les distances parcourues par personne sur route et en avion et réduire les consommations de chaleur *des deux tiers* en moyenne. La production d'électricité serait pour plus de la moitié d'origine éolienne ou solaire, ce qui demanderait des moyens de stockage qui, aujourd'hui, n'existent pas.

### **Si le risque n'est pas refusé, comparer coûts et bénéfices**

Sans refuser *a priori* la présence d'un réacteur nucléaire à moins de 200 kilomètres de chez soi, il est normal de se demander s'il est bien utile. On comparera donc les avantages et les inconvénients de plusieurs hypothèses de production et de consommation d'énergie sans exclure une augmentation de la capacité nucléaire. Cet examen ne se réduit pas à une comparaison des coûts mais il ne peut pas s'en passer.

Un coût est une différence ; il est donc utile de préciser les termes de la différence. Admettant que l'objectif est de diviser les émissions de CO2 par trois, on a d'abord cherché comment l'atteindre en dépensant aussi peu que possible. Ce scénario fait l'hypothèse que la capacité nucléaire est augmentée de 50 %, ce qui demanderait de construire 2 EPR par an puisqu'il aura fallu d'ici là remplacer à peu près tous les réacteurs aujourd'hui en fonctionnement. Stabiliser la capacité nucléaire coûterait 12 milliards d'euros par an de plus. La réduire d'un tiers augmenterait encore les dépenses de 23 milliards d'euros par an, soit 35 milliards de plus que le scénario le moins coûteux.

J'ai déjà montré que l'électricité renouvelable est plus chère que le nucléaire et que l'incertitude sur les dépenses de démantèlement et de gestion des déchets ne change rien à l'affaire. Je reviendrai seulement sur le coût de l'efficacité énergétique car la phrase trop souvent entendue selon laquelle « l'énergie qui coûte le moins est celle que l'on ne consomme pas » est stupide. Lorsqu'il faut dépenser 5 euros pour consommer chaque année 1 kWh de moins, l'annuité de cet investissement est de 0,3 € soit 300 €/kWh, soit 3000 euros par mètrecube de fioul. Voilà donc le coût de cette énergie que l'on ne consomme pas et dont on nous dit que c'est la moins chère !

Alors que la solution la moins coûteuse suppose que l'on augmente la capacité nucléaire, les options qui sont en vogue et font l'objet d'un débat sont de la stabiliser ou de la réduire d'un tiers de sorte que le nucléaire fournisse seulement la moitié de l'électricité, et non plus les trois quarts comme aujourd'hui.

### **La tentation du « ni-ni » et du « moitié-moitié »**

#### **Des fondements primitifs**

L'argument « ni-ni » - ni augmentation, ni diminution de la capacité nucléaire - repose sur un penchant psychologique qu'un fin politique avait bien perçu lorsque il avait décidé « ni nationalisations, ni privatisations ». Dans une situation où l'on a bien du mal à décider, la meilleure attitude est parfois de ne rien changer puisque l'expérience montre que cette situation est vivable ou en tout cas supportable alors que rien ne dit qu'une autre le serait.

Quant à la solution « moitié-moitié », ses promoteurs, en se référant implicitement ou clairement à la maxime de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, prétendent la justifier au titre de la sécurité d'approvisionnement en électricité.

### **L'alibi de la solution « moitié-moitié», la sécurité d'approvisionnement en électricité**

Que se passerait-il en cas d'une grosse panne de réacteur ou si l'on découvrait un défaut qui oblige à arrêter plusieurs réacteurs ?

Notre pays est relié aux pays voisins. En cas de grosse avarie, ceux-ci pourraient nous dépanner – et inversement. Par ailleurs, la défaillance subite de 4 ou 5 réacteurs est moins sensible si le pays dispose d'une réserve de puissance que si la capacité est calculée au plus juste pour répondre seulement aux besoins essentiels.

Voici une autre réponse. Si l'on combine l'électricité avec d'autres énergies, la part du nucléaire doit se mesurer non pas dans la consommation d'électricité mais dans la consommation d'énergie. Dans le scénario avec plus de nucléaire, elle est de 40 %. Il y aura plus de véhicules hybrides et de chauffage hybride utilisant du fioul (ou gaz) et de l'électricité. Même si un quart de la capacité nucléaire (15 EPR !) venait à faire défaut brutalement, l'alimentation de ces systèmes hybrides pourrait être suspendue sans préavis et sans gêner personne pour permettre de servir les autres consommateurs. Ces systèmes hybrides, utilisant des énergies qui se stockent facilement, sont tout de même plus sûrs que l'électricité éolienne...

### **Au nom de quoi refuser ou accepter le risque nucléaire ?**

Augmenter la capacité nucléaire minimiserait donc les dépenses et renforcerait la sécurité d'approvisionnement en électricité. Ce serait un choix rationnel.

Pourtant cette perspective suscite instinctivement un mouvement de recul, réaction spontanée qui s'explique par le caractère très particulier du risque nucléaire, un risque mal connu, sournois, aléatoire, qui se répand et ne s'éteint jamais, un risque dont on a peur, au fond.

Mais les gens ont du mal à s'avouer cette peur et tout le monde sait que le risque, d'une façon ou de l'autre, fait partie de la vie et qu'un homme qui refuse le risque est comme déjà mort. De plus, si l'on raisonne un peu, on se rend compte que le risque nucléaire est bien moindre que celui que l'on accepte en prenant sa voiture (5 000 morts par an en France) ou même simplement en allant chercher son pain le matin. Les opposants au nucléaire ne se contentent donc pas de nous dire que le risque doit nous faire peur. Pour être entendus, ils s'emploient à trouver de « bonnes raisons » de supprimer l'objet de cette peur. Leur inventivité mérite l'admiration. Ils argumentent sur tous les terrains : celui de la démocratie, de la construction européenne, de la relation aux objets (gaspillage ou sobriété), de la relation avec la nature. Passons en revue leurs arguments. Ils apparaîtront purement rhétoriques, laissant parfois entrevoir des présupposés plutôt contestables. Le nucléaire, de son côté, a de solides arguments à faire valoir.

### **On nous dit que le nucléaire produirait des régimes politiques peu démocratiques**

La production d'électricité nucléaire est accusée par ceux qui s'y opposent de produire inévitablement un Etat policier, une organisation rigoureusement hiérarchique et centralisée impropre à la démocratie, une société de consommateurs dépendant du bon vouloir de producteurs puissants. Au contraire, les énergies renouvelables seraient décentralisées, rendant le pouvoir de produire aux collectivités locales et aux ménages. Ceux-ci, producteurs et consommateurs d'électricité réunis, deviendraient alors beaucoup plus responsables.

La réalité est différente. La production d'électricité éolienne est centralisée et nécessite la construction de lignes de transport d'électricité et les panneaux photovoltaïques ne produisent pas lorsqu'on en a

besoin. Ce rêve d'une production décentralisée au niveau de consommateurs enfin conscients et responsables non seulement coûterait cher – tout particulièrement à ceux dont les revenus sont modestes – mais encore étendrait le contrôle exercé par des organisations anonymes mais bien réelles sur notre vie quotidienne.

Tout cela pour remplacer un système de production et de distribution de l'électricité qui depuis des décennies nous procure une électricité sûre et bon marché. Si la production d'électricité nucléaire engendrait inévitablement un système autoritaire au point d'en être insupportable, nous nous en serions sans doute déjà aperçus.

### **On nous dit que le nucléaire serait un obstacle à la construction européenne**

Pour « ne pas être en retard » sur les autres Etats membres et pour rendre possible « l'Europe de l'électricité », nous devrions renoncer à une bonne partie de notre capacité nucléaire et augmenter notre capacité de production éolienne ou photovoltaïque. Plutôt que de s'engager dans une impasse, mieux vaut être en retard sur les autres qu'en avance. Mais « ne pas être en retard » fait partie de ces expressions qui dispensent de réfléchir. Quant à « l'Europe de l'électricité », il est exact qu'elle est beaucoup plus facile à concevoir si la capacité nucléaire en France est réduite à 40 GW que si elle est maintenue ou a fortiori accrue de 50 %. Si elle est réduite, le prix de l'électricité sera uniforme en Europe, égal au coût de production de moyens beaucoup plus coûteux qu'une production nucléaire.

### **On nous dit que le nucléaire serait incompatible avec la sobriété.**

Dans cette lutte menée au nom des valeurs par ceux qui s'opposent au nucléaire, il en est une qu'ils manient avec une redoutable efficacité : la sobriété, associée à la lutte contre le gaspillage.

Que la sobriété soit une valeur qui monte, il faut s'en réjouir. Il est moralement sain de savoir se détacher des objets. Les grandes religions font un devoir de se priver pendant un temps de jeûne et le bonheur ne dépend évidemment pas de la quantité d'objets ou de service que l'on consomme. La sobriété a tout son sens moral si les biens que l'on ne consomme pas sont accessibles.

De l'avis de ceux qui s'opposent au nucléaire, procurer une électricité abondante et bon marché serait une incitation à une consommation sans modération contraire à notre sens moral. C'est sans doute ce qui explique cette réponse que l'on m'a faite un jour : « tu ne serais pas heureux dans un monde où l'énergie abonde à bon marché ». Et pourquoi donc n'y serais-je pas heureux ? Il y a d'autres biens dont nous avons vitalement besoin et qui, fort heureusement, sont abondants et gratuits, l'air que nous respirons ou encore la chaleur dispensée par le soleil. Nous les consommons abondamment sans avoir le sentiment de gaspillage. Et l'on connaît des logements collectifs ou individuels qui ne consomment que de l'électricité et qui sont d'une sobriété exemplaire sans pour autant sacrifier le confort de leurs habitants !<sup>3</sup> Ces exemples montrent qu'opposer électricité nucléaire et sobriété est insensé.

*La sobriété est une vertu lorsqu'elle est choisie.* Que le pouvoir politique décide d'obliger les gens à avoir un comportement apparemment vertueux en les soumettant à une privation, non, merci ! On a déjà vu cela dans d'autres circonstances peu ragoûtantes, la révolution culturelle chinoise par exemple.

---

<sup>3</sup> Comme par exemple la maison de Bernard Comby en banlieue parisienne – dont on peut voir les caractéristiques sur [www.hprevot.fr](http://www.hprevot.fr).

Certes, les opposants au nucléaire récusent avec vigueur de tels rapprochements. Mais, quand ils reprochent à l'électricité nucléaire d'inciter au « gaspillage » d'énergie, on a envie de leur demander ce que signifie « gaspillage » et surtout *qui le définit*. Est-ce gaspiller de l'énergie que de prendre un bain de vingt minutes au lieu d'une douche de cinq minutes ? Est-ce du gaspillage que de se chauffer à 22°C plutôt qu'à 20 ou à 19 ? De prendre sa voiture personnelle plutôt que les transports en commun ? Devrons-nous rendre compte de nos comportements et de nos choix ?

Il faut, bien sûr, que le prix de l'électricité couvre tous les coûts, y compris celui des dommages qu'elle cause. Cela dit, refuser le nucléaire au motif qu'il incite à la consommation et le remplacer par une électricité plus coûteuse obligerait à dépenser davantage pour consommer et économiser l'électricité. La prétention à imposer la vertu de sobriété en organisant le manque d'électricité nucléaire conduirait donc au gaspillage.

### **On nous dit que le nucléaire, à l'inverse des énergies renouvelables, ne respecterait pas la nature**

Energies renouvelables et énergie nucléaire présentent deux images on ne peut plus contrastées des relations de l'homme avec la nature. Les énergies renouvelables ressemblent un peu à la cueillette alors qu'il faut aller profondément au cœur de la matière pour en faire sortir de l'énergie. Notons en passant que la fabrication d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques utilise des matériaux rares et consomme beaucoup d'énergie mais accordons-lui l'image d'un mode de relation avec la nature où l'homme se soumet aux rythmes et aux variations de ce que la nature veut bien lui apporter. Au contraire, l'homme qui va chercher de l'énergie jusqu'au cœur de la matière violente la nature qui, de loin en loin, se venge.

Cependant le nucléaire a des arguments à faire valoir

### **Le nucléaire est le fruit d'une coopération dynamique avec la nature**

Au rebours d'une vision où l'homme devrait se contenter de cueillir sans effort ni inventivité ce que la nature lui présente, il existe de bonnes raisons de s'émerveiller. La nature, en offrant à l'homme le moyen de maintenir la réaction nucléaire dans un état qui pourtant est *a priori* instable, entre emballement et étouffement, met à sa disposition des ressources en énergie presque infinies<sup>4</sup>. Voilà une coopération fructueuse entre la nature et l'intelligence humaine.

D'autre part, moins de nucléaire, c'est davantage de mines de charbon, davantage d'exploitations de gisements de sables bitumineux, davantage de barrages sur les grands fleuves avec toutes les atteintes à l'environnement qui en découlent.

### **Le nucléaire ménage le pouvoir d'achat**

L'Etat porte atteinte à la liberté individuelle lorsqu'il décrète une réglementation thermique, lorsqu'il crée un impôt, lorsqu'il oblige les consommateurs d'électricité à financer des éoliennes, etc.

En procurant une électricité relativement bon marché, le nucléaire élargit le domaine de la liberté individuelle et apporte plus de bien-être à ceux dont les revenus sont modestes. Comment pourrait-on

---

<sup>4</sup> Voir au chapitre 1, les neutrons retardés, l'effet Doppler et le coefficient de vide négatif.

l'oublier alors que l'évolution du pouvoir d'achat et la précarité énergétique deviennent de sérieuses préoccupations ?

### **Le nucléaire permet de lutter contre le réchauffement climatique et d'aider au développement des pays pauvres**

Depuis l'échec de la conférence de Copenhague à la fin de 2009 et malgré des déclarations officielles renouvelées, l'objectif de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre sera de plus en plus difficile à atteindre. Depuis la catastrophe de Fukushima, l'attention du public semble s'être détournée de la question du réchauffement climatique, du moins si l'on se réfère au nombre d'articles parus dans la presse. La crise économique en Europe ajoute au scepticisme. Les prix du pétrole et du gaz se maintiennent à un haut niveau, ce qui encourage les entreprises pétrolières à aller rechercher du pétrole et du gaz en des lieux jusqu'ici inaccessibles.

Les émissions de gaz carbonique continuent d'augmenter et la température moyenne de l'atmosphère de s'élever. Les scientifiques du GIEC confirment leurs sombres prévisions.

Dans nos relations avec les pays en développement, que vaut-il mieux ? Financer, chez eux ou chez nous, des centrales solaires à grand prix ou produire chez nous de l'électricité nucléaire beaucoup moins coûteuse et leur verser une aide au développement égale à la différence de coût ?

Ces constatations bien simples éclairent d'un jour particulier le refus du nucléaire. En fait, il s'agit d'un réflexe de protection personnelle, un réflexe NIMBY, « not in my backyard » (« pas dans mon arrière-cour»), comme on dit en anglais. C'est une réaction parfaitement compréhensible mais au fond assez égoïste. Est-ce pour se préserver de ce jugement que l'Allemagne, qui s'est dotée d'une « commission d'éthique » avant de décider de ne plus produire d'électricité nucléaire, prétend donner l'exemple et adresser au monde entier un message de portée universelle ? C'est en vain.

Les pays qui maîtrisent la production d'électricité nucléaire ont la possibilité d'atténuer le réchauffement climatique et les dommages qu'il causera. Cela ne leur donne-t-il pas une responsabilité particulière ?

### **Le nucléaire consolide notre indépendance énergétique**

L'indépendance énergétique est un objectif qui peut faire sourire dans une économie mondialisée où les échanges sont suffisamment libres pour empêcher qu'un fournisseur ait une position dominante sur ses clients. Ce serait une erreur. Nul ne peut prévoir ce qui se passera dans les décennies à venir. La dépendance énergétique a des effets qui vont bien au-delà du domaine de l'énergie. Mieux vaut être prudent.

Si, au lieu d'augmenter, la capacité nucléaire française reste constante ou diminue, les éoliennes et le photovoltaïque ne suffiront pas à répondre à la demande. Il faudra une production à partir de gaz pour compenser les fluctuations du vent et du soleil. La société russe Gazprom l'attend avec impatience. Nos voisins allemands sont reliés directement à la Russie par une conduite qui contourne la Pologne. Est-ce la voie à suivre alors que le projet européen de gazoduc qui nous permettrait de recevoir du gaz de la mer Caspienne indépendamment de la Russie, miné par les démarches de Gazprom, a bien du mal à se concrétiser ?

### **Le nucléaire renforce notre pays dans la concurrence internationale**

On aurait tort de considérer que l'énergie est peu de chose dans le prix de revient des produits industriels. Ce n'est pas par hasard que l'industrie allemande a été dispensée de la hausse du prix de l'électricité qui a suivi la décision d'abandonner le nucléaire. Le prix de l'électricité en France, s'il est plus bas que dans d'autres pays, donnera à notre industrie un avantage dont elle a bien besoin. D'autre part, la production nucléaire va se développer dans le monde. La compétence et l'expérience des entreprises françaises leur permettront d'être présentes sur ces marchés.

### **Accepter le risque nucléaire a du sens**

Indépendance énergétique, appui aux pays en développement, lutte contre le changement climatique, respect de la liberté individuelle, et aussi relation dynamique avec la nature faite de coopération active et inventive, tournée vers la satisfaction des besoins humains – décidément, accepter le risque, très improbable, du grave accident nucléaire n'est pas vain.

Ce risque sera accepté plus facilement s'il est connu et s'il est assumé non seulement par l'Etat mais aussi par chaque citoyen, ce qui pose les questions de l'information, de la gouvernance et de la gestion du risque après un accident.

### **L'information peut-elle être parfaite ?**

Les opposants reprochent à la technostrucure nucléaire de cacher des informations. Ce reproche a été fondé. Pour éviter les anachronismes il serait plus juste de dire que les informations qui étaient données naguère ne répondraient pas au besoin d'information tel qu'il s'exprime aujourd'hui.

La difficulté rencontrée par les organes officiels est double : d'une part l'attente du public évolue avec le temps et d'autre part, ce public est extrêmement varié, tout le monde n'ayant pas le même degré de connaissance ni les mêmes préoccupations ni le même désir de savoir. Cependant le message est unique. Ce qui répond à l'attente des uns peut être insuffisant pour d'autres qui crieront à l'« opacité », semant ainsi l'inquiétude chez les premiers. Il suffit d'une maladresse commise par un organe officiel ou d'une plaisanterie lancée par quelqu'un qui n'y connaît pas grand-chose mais fait un bon mot *sans y mettre malice*, pour que la rumeur s'étende, s'incruste de façon presque indélébile.

Aujourd'hui l'opinion demande en général beaucoup plus d'information qu'il y a une trentaine d'années. Celle qui est publiée par l'ASN, l'IRSN, l'ANDRA, EDF et AREVA est beaucoup plus abondante qu'il y a trente ans. On ne dira pas que tout est publié car il est impossible de le faire. Mais, pour ne donner qu'un exemple, les centrales nucléaires signalent tous les écarts qui ont suscité une action correctrice, aussi ténus soient-ils et même sans aucune incidence sur la sécurité. Tous ces « événements » sont publiés sur Internet, de même que les rapports d'inspection de l'ASN et les rapports de l'IRSN et de l'ASN sur l'accident de Fukushima. Localement, près des centrales, les CLI, commissions locales d'information, sont des lieux d'échange qui fonctionnent bien.

Le grand public n'est pas toujours en mesure de comprendre les informations délivrées par les entreprises et les institutions ni de porter un jugement sur les commentaires qu'elles suscitent. Pour que l'information soit de qualité et soit comprise, il faut donc améliorer les connaissances de base du plus grand nombre de nos concitoyens. Cela relève de la responsabilité non seulement de l'Etat, de l'Education nationale et des organismes officiels tels que l'IRSN et l'ASN dont l'action est unanimement saluée, mais aussi des scientifiques, des experts et des journalistes : certains mènent une action absolument remarquable.

## **La gouvernance**

Le nucléaire civil souffre d'un défaut congénital : il est né jumeau du nucléaire militaire et, depuis, a bien du mal à s'en distinguer dans l'inconscient collectif. Il serait sans doute souhaitable que la gouvernance, c'est-à-dire la façon dont sont préparés et décidés les grands choix de politique, distingue bien ce qui relève de l'utilisation civile de l'énergie nucléaire et ce qui relève de son utilisation militaire, laquelle requiert une grande confidentialité.

L'énergie nucléaire présente de tels enjeux que le rôle de l'Etat ne se limite pas aux grands choix de politique. La France s'est dotée d'une administration forte (services ministériels, agences, instituts ou autorités indépendantes) qui assure un contrôle permanent, améliore les connaissances, donne une information crédible, gère les déchets nucléaires. Ces fonctions ne peuvent pas être déléguées à des entreprises privées. Pour les remplir l'Etat a besoin d'ingénieurs très compétents et animés par le sens du service public.

## **Assumer et gérer le risque, au plan collectif et au plan individuel**

L'Etat n'a jamais caché que le risque de rejets radioactifs existe. La demande de sécurité s'est faite tellement forte que l'EPR a été conçu pour supprimer ce risque. En cas de panne totale, la réaction en chaîne s'arrête toute seule et de nouveaux dispositifs de sécurité passive refroidiront le cœur du réacteur pendant quelques heures même après qu'il sera entré en fusion, laissant le temps d'une intervention extérieure. Il a donc été décidé que l'enceinte de confinement serait complètement étanche sans avoir recours à des événements qui, lorsque la pression devient trop grande, permettent de l'abaisser en laissant partir des produits radioactifs. Ne serait-il pas préférable d'être cohérent avec l'affirmation selon laquelle le risque d'accident grave avec émissions de radioactivité à l'extérieur ne peut pas être absolument exclu ? En 2012, il n'est sans doute pas trop tard pour que cette enceinte soit équipée d'événements, comme l'est celle du réacteur finlandais.

La population acceptera plus volontiers le risque nucléaire si elle le connaît et si elle prend sa part dans la gestion de la crise, en cas d'accident.

Après un accident, l'éloignement de la population est une décision de prudence prise par l'autorité publique pour éviter la radioactivité de l'iode, qui s'épuise en quelques semaines, et tant que la situation n'est pas stabilisée. A Tchernobyl comme à Fukushima, la radioactivité est retombée sur le sol de façon hétérogène, par taches. Il est facile de s'en préserver lorsqu'on sait où elle se trouve et elle est très facile à détecter avec des instruments de la taille d'un téléphone portable. Pourquoi les personnes qui le souhaitent, en connaissant les risques et les précautions à prendre, ne pourraient-elles pas revenir chez elles ? Comme on l'a vu à Tchernobyl et comme on commence à le voir à Fukushima, le stress psychique et la désorganisation sociale créent beaucoup plus de dommages que la radioactivité.

## **Une décision nationale**

Ce tour d'horizon des champs sur lesquels se joue le débat pour ou contre le nucléaire montre à l'évidence que cela mérite un débat national et que la décision sur l'avenir du nucléaire relève d'une décision politique au plein sens du terme.

Ce débat sera utile si ceux qui y participent respectent les faits, gardent systématiquement à l'esprit les ordres de grandeur et n'insultent pas ceux qui ne sont pas du même avis qu'eux.